

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-085

DU 23 MARS 2022

POLITIQUES RÉGIONALES ÉNERGIE-CLIMAT ET AIR - 2ÈME AFFECTATION 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA 59108 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code de l'énergie ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;

VU la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

VU le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie ;

VU la délibération n° CP 15-713 du 8 octobre 2015 portant attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale, quatrième affectation 2015 – attribution de subvention pour la mise en œuvre d'actions de prévention du bruit dans l'environnement – prolongation de la convention entre la Région Île-de-France et Airparif ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 portant approbation du plan Changeons d'air en Île-de-France : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation de la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2019-177 du 22 mai 2019 relative politique énergie-climat : 3ème

affectation 2019 - mise en œuvre du plan "changeons d'air" ;

VU la délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 relative à la stratégie régionale Energie Climat : Île-de-France Territoire Hydrogène ;

VU la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 relative à la politique Air Energie Climat : modification de règlements d'intervention : 1^{ère} affectation 2020 et signature de charte méthanisation ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 « agir pour notre environnement » ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;

VU la délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 relative aux politiques régionales énergie-climat et air : affectations 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 relative à la convention entre la Région et l'ASP - Frais de gestion ASP 2022 - Remises gracieuses-Règlement d'intervention « rémunération des stagiaires » ;

VU la délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 relative aux politiques régionales énergie-climat et air : premières affectations 2022 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-085 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif « Aide à l'achat de purificateurs d'air et/ou du matériel de mesure de dioxyde de carbone dans les crèches et les écoles et les accueils de loisirs sans hébergements » de participer au financement de 5 opérations détaillées dans le tableau figurant en annexe n° 1 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **58 444,20 €**.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **58 444,20 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », programme HP 73-002 (173002) « Plan changeons d'air », action 17300203 « Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public », du budget 2022.

Article 2 :

Décide **au titre du dispositif « Aide à la conversion des chaudières au fuel, au bois ou au charbon »**, de participer au financement de 8 opérations, figurant en annexe n° 2 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **8 000 €**.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **8 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », programme HP 73-002 (173002) « Plan changeons d'air », action 17300202 « Fonds renouvellement chaudières bois », du budget 2022.

Article 3 :

Décide, au titre de l'appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire et de l'appels à projets bâtiments publics durables relevant de la stratégie régionale énergie climat, de participer au financement de 4 opérations de rénovation d'éclairage public détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe n° 3 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **585 242,51 €**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **585 242,51 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500105 « Efficacité énergétique et SEM », du budget 2022.

Article 4 :

Décide, **au titre de l'appel à projet EnR&R - électricité renouvelable** relevant de la stratégie régionale énergie climat, de participer au financement de 4 opérations détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe n° 4 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **319 896,95 €**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **319 896,95 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500106 « Energies renouvelables », du budget 2022.

Article 5 :

Décide, **au titre de l'appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables et études schémas directeurs des énergies renouvelables** relevant de la stratégie régionale énergie climat et de participer au financement de 4 opérations détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe n° 4 et en annexe n° 5 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **261 016,00 €**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **261 016,00 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500106 « Energies renouvelables », du budget 2022.

Article 6 :

Approuve le règlement d'intervention modifié « **Fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon** » tel qu'il figure en annexe n° 6 à la présente délibération.

Approuve **l'avenant n°1** à la convention de mandat conclue entre la Région, l'ASP et l'ADEME tel qu'il figure en annexe n°7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Le règlement d'intervention modifié approuvé au premier alinéa entre en vigueur à compter de la date de signature de l'avenant approuvé à l'alinéa précédent.

A titre transitoire, décide que les dossiers de demande de subvention portant sur des équipements achetés avant la date d'entrée en vigueur du règlement d'intervention modifié sont instruits sur la base du dispositif « aide à la conversion des chaudières au fuel, au bois ou au charbon » approuvé par délibération n°CR 2021-049 du 21 juillet 2021.

Article 7 :

Décide, au titre de la mise en oeuvre du dispositif « **Fonds air-bois et de renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon** » d'affecter à l'Agence de Services et Paiement pour le paiement :

- des aides aux particuliers, un montant prévisionnel maximum de 1 000 000 € ;
- des frais de gestion de l'Agence, un montant prévisionnel maximum de 25 000 €.

Affecte à cet effet :

- 1 000 000 € d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », programme HP 73-002 (173002) « Plan changeons d'air », action 17300202 « Fonds renouvellement chaudières », du budget 2022 ;
- 25 000 € d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100804 « Etudes prospective et valorisation », du budget 2022.

Article 8 :

Décide de transférer à IMMOBILIERE DE L'ORGE le solde de la subvention n° 15003919 attribuée antérieurement à COGESCO par délibération n° CP 15-713 du 8 octobre 2015 susvisée d'un montant de 51 382,07 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant figurant en annexe n° 8 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à le signer. '

Article 9 :

Approuve les fiches projets modifiées n° 21010002 et n° 21009729 telles qu'elles figurent en annexe n° 9 à la présente délibération.

Ces fiches projets se substituent à celles adoptées par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 susvisée.

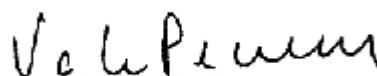
Article 10 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 11 :

Autorise la Présidente à négocier avec l'État et ses agences pour que le règlement d'intervention du « Fonds Air-Bois et Renouvellement des Chauffages au fuel, au bois ou au charbon » finance également le remplacement des chaudières ou équipements de chauffage individuel au gaz naturel d'avant 2002.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1147948-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1 : Bénéficiaires dispositif « Aide à l'achat de purificateurs d'air et/ou du matériel de mesure de dioxyde de carbone dans les crèches et les écoles et les accueils de loisirs sans hébergements »

Bénéficiaires dans le cadre du dispositif « Aide à l'achat de purificateurs d'air et/ou du matériel de mesure de dioxyde de carbone dans les crèches et les écoles et les accueils de loisirs sans hébergements »

Dossier	Bénéficiaire : commune de	Base subventionnable (euros)	Taux	Subvention (€)	Site(s) d'installation	Nombre de purificateurs	Nombre de détecteurs de CO2	Nombre d'habitants de la commune
EX062499	Asnières-sur-Seine	24 406,00 €	50 %	12 203 €	Ecoles Anne Frank, Aulagnier, Normandie, Mourinoux, Boudou, Menil, Bokanowski, Concorde, Descartes, Edouard Badinter	0	100	86 512
EX062498	Ermont	35 088,30 €	50 %	17 544,15 €	Ecoles Jean Jaurès, Victor Hugo, Louis Pasteur, Maurice Ravel, Anatole France, Alphonse Daudet, Eugène Delacroix	13	0	29 079
EX062497	Alfortville	45 374,19 €	50 %	20 000 €	Ecoles Denis Forestier, Victor Hugo, Louise Michel, Simone Franceschi, Etienne Dolet, Octobre, Lacore Moreau, Pauline, Kergomard, Henry Barbusse, Pierre Bérégovoy, Georges Lapierre, Montaigne	5	39	44 966
EX062500	Saint Michel-sur-Orge	6 576,00 €	50 %	3 288 €	Ecoles Jules Verne, Descartes, Lamartine, Blaise Pascal, Pablo Picasso, Jules Ferry, Parc de Lormoy	24	0	20 110
EX062680	Courbevoie	10 818,10 €	50 %	5 409,05 €	20 Ecoles maternelles, 12 écoles élémentaires, 4 écoles mixtes et 15 crèches collectives	0	90	81 558

Montant total des subventions : 58 444,20 €

(*) A noter que ces équipements, par nature mobiles, sont également susceptibles d'être déplacés.

Annexe n° 2 : Bénéficiaires dispositif « Aide à la conversion des chaudières au fuel, au bois ou au charbon »

Bénéficiaires dans le cadre du dispositif
« Aide à la conversion des chaudières au fuel, au bois ou au charbon »

Liste des bénéficiaires à consulter au Secrétariat Général du conseil régional

Annexe n° 3 : Fiches projets efficacité énergétique

DOSSIER N° EX061783 - AAP Bâtiments publics durables - Rénovation du gymnase de la Butte - Commune de Champlan (91)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700

Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	605 853,40 € HT	46,65 %	282 650,96 €
	Montant total de la subvention		282 650,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPLAN
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91160 CHAMPLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian LECLERC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique du gymnase de la Butte.

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Champlan souhaite démarrer au plus vite son projet de rénovation du gymnase municipal afin de limiter les consommations énergétiques et de répondre au calendrier des aides publiques dans le cadre de France Relance. Elle a déposé son dossier le 15/11/2021 sur Mes Démarches et prévenu la Région de son avancée.

Description :

La commune de Champlan (91) (2 758 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique complète du Gymnase municipal de la Butte.

Les travaux programmés sont l'isolation thermique par l'extérieur, la rénovation du plancher haut (isolation et étanchéité de la toiture terrasse), le remplacement des menuiseries, le remplacement de la chaudière au fioul par l'installation de trois pompes à chaleur air/eau, la reprise de la régulation en chaufferie, la reprise des systèmes d'eau chaude sanitaire, la mise en place d'une ventilation double flux.

Ces travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique du bâtiment de près de 60 à 70%, ce qui est conforme aux objectifs 2050 du décret tertiaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois, compte tenu des conditions matérielles d'accueil et d'encadrement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par CP n°2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux bio-sourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher. Le taux de 46,65 % est appliqué aux dépenses éligibles, soit une subvention de 282 650,96 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage.

Localisation géographique :

🏠 CHAMPLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Couverture - Rénovation énergétique	149 940,00	10,49%
Isolation thermique par l'extérieur - Rénovation énergétique	243 093,40	17,01%
Menuiseries extérieures - Rénovation énergétique	91 730,00	6,42%
Chauffage Ventilation Climatisation - Rénovation énergétique	121 090,00	8,47%
Travaux de rénovation (hors assiette éligible)	694 679,40	48,60%
Etudes et honoraires (hors assiette éligible)	128 900,00	9,02%
Total	1 429 432,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	282 650,96	19,77%
Subvention Etat - France Relance 2021	367 952,00	25,74%
Dotation de soutien à l'investissement local	350 000,00	24,49%
Fonds propres	428 829,84	30,00%
Total	1 429 432,80	100,00%

DOSSIER N° EX062400 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Commune de Bailly Romainvilliers (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700

Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 136 650,00 € HT	13,20 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAILLY ROMAINVILLIERS

Adresse administrative : 51 RUE DE PARIS
77700 BAILLY ROMAINVILLIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Anne GBIORCZYK, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 1 320 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Bailly-Romainvilliers (77) (7 411 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public.

L'opération consiste à remplacer environ 1 320 luminaires vétustes sur les 1 419 luminaires d'éclairage fonctionnel que compte la commune par des luminaires LED. Les luminaires installés devront répondre a minima aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire à terme à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne.

Les coûts éligibles sont la rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels et la mise en place de la télégestion. L'opération comprend également la mise en conformité d'armoires électriques ainsi que la rénovation de l'éclairage sportif qui ne sont pas comptés dans le montant subventionnable du présent projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €.

Localisation géographique :

 BAILLY-ROMAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires vétustes et télégestion	1 136 650,00	75,85%
Mise en conformité (hors assiette éligible)	189 028,00	12,61%
Tranches optionnelles - Eclairage sportifs (hors assiette éligible)	151 310,00	10,10%
Assistance à Maitrise d'Ouvrage (hors assiette éligible)	21 510,00	1,44%
Total	1 498 498,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	10,01%
Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) (Sollicitée)	898 948,00	59,99%
Fonds propres	449 550,00	30,00%
Total	1 498 498,00	100,00%

DOSSIER N° EX062552 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Commune de Varennes-Jarcy (91)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700

Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	454 167,41 € HT	30,00 %	136 250,00 €
	Montant total de la subvention		136 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES JARCY

Adresse administrative : PLACE ARISTIDE BRIAND
91480 VARENNES-JARCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno BEZOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 637 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 1 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Varennes-Jarcy (91) (2 307 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public et agir en faveur de la faune nocturne en réduisant la pollution lumineuse.

L'opération consiste à remplacer 637 luminaires vétustes sur les 700 luminaires d'éclairage fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED.

La commune prévoit également un abaissement de puissance de 50 % de 23h à 6h sur l'ensemble du territoire afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle de 76 % pour la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique au minimum d'un facteur 3, plafonnée à 150 000 €.

Localisation géographique :

■ VARENNES-JARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation de luminaires extérieurs fonctionnels	454 167,41	100,00%
Total	454 167,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	136 250,00	30,00%
CEE (Sollicité)	37 320,00	8,22%
Fonds propres	280 597,41	61,78%
Total	454 167,41	100,00%

DOSSIER N° 21009997 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Rénovation de l'éclairage public de la commune d'Orsay - Communauté d'Agglomération Paris-Saclay (91)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700

Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	54 471,84 € HT	30,00 %	16 341,55 €
Montant total de la subvention			16 341,55 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA PARIS-SACLAY
Adresse administrative : 21 RUE JEAN ROSTAND
91400 ORSAY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur GREGOIRE DE LASTEYRIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 58 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 23 mars 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La ville d'Orsay (91) (16 530 habitants) a transféré sa compétence liée à l'éclairage public à la communauté Paris-Saclay qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération de modernisation de son parc d'installation d'éclairage public.

L'opération consiste à remplacer 58 luminaires d'éclairage fonctionnel par des luminaires LED, ainsi qu'à installer la télégestion sur 34 autres points, sur les zones suivantes :

- Secteur Allée d'Orsay – Escalier du Panorama ;
- Sente de Madagascar ;
- Secteur Voie du Rond-Point et Escalier des Ulis ;
- Secteur Gare d'Orsay Ville ;
- Guichet et plateau de l'école polytechnique.

L'opération devrait conduire à terme à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne.

Les coûts éligibles sont la rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels et la mise en place de

systèmes de télégestion. L'opération comprend également la mise en place de détecteurs de présence, la création de points lumineux ainsi que l'installation d'armoires électriques qui ne sont pas comptés dans le montant subventionnable du présent projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €.

Localisation géographique :



ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	20 065,44	18,37%
Adaptation de candélabres pour télégestion	21 761,40	19,93%
Mise en place de la télégestion	12 645,00	11,58%
Améliorations sécuritaires (hors assiette éligible)	33 361,89	30,55%
Mise à niveau des armoires d'éclairage public (hors assiette éligible)	10 650,69	9,75%
Adaptation du réseau d'alimentation (hors assiette éligible)	9 961,44	9,12%
Création de point lumineux (hors assiette éligible)	757,20	0,69%
Total	109 203,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 341,55	14,96%
Fonds propres	92 861,51	85,04%
Total	109 203,06	100,00%

Annexe n° 4 : Fiches projets énergies renouvelables

DOSSIER N° EX061109 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - SITREVA

Dispositif : Stratégie Energie Climat - Aides aux études (n° 00001147)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie Climat - Aides aux études	60 000,00 € HT	33,33 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SITREVA
Adresse administrative : 19 RUE GUSTAVE EIFFEL
78120 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur Stéphane LEMOINE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : étude de faisabilité de valorisation par pyrogazéification des déchets du SITREVA

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de projet a contacté les services de la Région en amont du début de l'étude et de son dépôt de dossier. L'étude de faisabilité de la valorisation par pyrogazéification doit débuter au plus vite afin que les différents projets en aval puissent se mettre en place rapidement : collectes spécifiques, nouvelles consignes de tri, par exemple.

Description :

Le SITREVA souhaite évaluer les opportunités de développement d'une unité de valorisation par pyrogazéification des déchets de son territoire (plastiques et caoutchouc notamment). Le gaz ainsi produit pourra être injecté dans le réseau de distribution de GRDF, partenaire du projet.

Cette étude se déroulera en deux phases :

- la faisabilité théorique du projet en termes d'intrants disponibles (qualification et quantification) ;
- la faisabilité pratique par étude technico-économique et dimensionnement du projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Phase 1 : faisabilité théorique	32 500,00	54,17%
Phase 2 : faisabilité pratique	27 500,00	45,83%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	33,33%
GRDF	20 000,00	33,33%
Fonds propres	20 000,00	33,33%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062557 - AAP développement des énergies renouvelables électriques - Jem Joreau Elastomeres Mélanges - Pommeuse

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	496 257,00 € HT	50,00 %	248 128,50 €
	Montant total de la subvention		248 128,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEM JOREAU ELASTOMERES MELANGES
Adresse administrative : 8 AV DE LA GARE ET RUE DESCLERCS
77515 POMMEUSE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur DIDIER JOREAU, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une centrale photovoltaïque sur un site industriel à Pommeuse.

Dates prévisionnelles : 25 mars 2022 - 31 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet consiste en l'installation d'une centrale photovoltaïque en toiture sur le site industriel de l'entreprise Joreau Elastomères Mélanges (fabrication de mélanges élastomères). L'installation de 9000 m² permettra de couvrir 50 % des besoins électriques du site grâce à l'autoconsommation de l'électricité produite.

L'installation aura une puissance de 527 kWc, le surplus d'électricité non consommé sera injecté sur le réseau, sans tarif d'achat garanti par l'Etat.

Sans subvention, le taux de rentabilité interne brut est négatif et le temps de retour sur investissement est de 21 ans.

Avec subvention, le taux de rentabilité interne brut est de 6,46 % et le temps de retour sur investissement est de 11 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du :

- RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022, soit jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque. L'assiette Région est de 557 257 €.

- régime aide d'Etat SA.59108 : la société est une petite entreprise permettant une intervention jusqu'à 65 %. Le projet est comparé à un investissement de référence. L'assiette éligible est de 496 257 €. Le taux de 50 % est appliqué aux dépenses éligibles HT soit une subvention de 248 128,50 €.

Localisation géographique :

 POMMEUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Centrale photovoltaïque	537 257,00	96,41%	Région Île-de-France	248 128,50	44,53%
Raccordement	20 000,00	3,59%	Fonds propres	309 128,50	55,47%
Total	557 257,00	100,00%	Total	557 257,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX062562 - AAP développement des énergies renouvelables électriques - YPREMA

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	19 376,90 € HT	50,00 %	9 688,45 €
Montant total de la subvention			9 688,45 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : YPREMA
Adresse administrative : 7 RUE CONDORCET
94430 CHENNEVIERES SUR MARNE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Claude PRIGENT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une centrale photovoltaïque sur la toiture d'un site de recyclage.

Dates prévisionnelles : 24 mars 2022 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'entreprise YPREMA, spécialisée dans la transformation de matériaux de déconstruction souhaite installer une centrale solaire photovoltaïque en toiture sur un site de recyclage existant, situé à Emerainville. La puissance de la centrale est de 22 kWc, en autoconsommation totale de l'électricité produite.

Sans subvention, le taux de rentabilité interne est de 3,75 % et le temps de retour sur investissement est de 15 ans.

Avec subvention, le taux de rentabilité interne est de 7,07 % et le temps de retour sur investissement est de 11 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du :

- RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022, soit jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque. L'assiette de la subvention régionale est de 28 376,90 €.
- régime aide d'Etat SA.59108 : la société est une entreprise de taille moyenne permettant une intervention jusqu'à 55 %. Le projet est comparé à un investissement de référence. L'assiette éligible est de 19 376,90 €. Le taux de 50 % est appliqué aux dépenses éligibles HT soit une subvention de 9 688,45 €.

Localisation géographique :

 EMERAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Matériel de la centrale	19 376,90	68,28%	Région Île-de-France	9 688,45	34,14%
Pose et études	9 000,00	31,72%	Fonds propres	18 688,45	65,86%
Total	28 376,90	100,00%	Total	28 376,90	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX062588 - AAP développement des énergies renouvelables électriques - Commune de Triel-sur-Seine

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	105 200,00 € HT	40,00 %	42 080,00 €
	Montant total de la subvention		42 080,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TRIEL-SUR-SEINE

Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
78510 TRIEL SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Cédric AOUN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une centrale photovoltaïque en toiture du gymnase rue Chanteloup.

Dates prévisionnelles : 28 mars 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Triel-sur-Seine souhaite installer une centrale solaire photovoltaïque sur les toitures du gymnase, situé rue de Chanteloup. Celle-ci fonctionnera en autoconsommation avec vente de surplus à un tarif d'achat non garanti par l'Etat.

D'une puissance de 100 kWc, la surface de panneaux prévue est de 390 m².

Sans subvention, le temps de retour sur investissement est de 20 ans et le taux de rentabilité interne est nul.

Avec subvention, le temps de retour sur investissement est de 11 ans et le taux de rentabilité interne est de 7,30% sur 20 ans.


Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du :

- RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022, soit jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque. L'assiette Région est de 105 200 €, le taux appliqué est de 40 %. La subvention est de 42 080 € HT.

Localisation géographique :

 TRIEL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes d'exécution et structure	11 200,00	10,65%
Modules photovoltaïques	36 000,00	34,22%
Câblage et équipements	58 000,00	55,13%
Total	105 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	42 080,00	40,00%
Fonds propres	63 120,00	60,00%
Total	105 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX061956 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - Schéma directeur des énergies - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART

Dispositif : Stratégie Energie Climat - Aides aux études (n° 00001147)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie Climat - Aides aux études	92 092,00 € HT	50,00 %	46 046,00 €
	Montant total de la subvention		46 046,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE
SENART
Adresse administrative : 505 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91080 EVRY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : élaboration d'un schéma directeur des énergies sur le territoire de Grand Paris Sud.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 30 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'engager les premiers projets d'ici début 2023 pour respecter les objectifs du PCAET, le schéma directeur doit être finalisé fin 2022.

Description :

Il s'agit de l'élaboration d'un schéma directeur de la production d'énergies renouvelables et de récupération sur le territoire de Grand Paris Sud.

Il aura pour objet d'identifier le potentiel de développement des réseaux de chaleur, mais aussi d'avoir une vision globale et complète de tous les projets potentiels de production d'EnR&R sur le territoire de Grand Paris Sud.

Il s'agira donc de :

- Identifier les différentes opérations à mettre en oeuvre ;
- Identifier les acteurs publics et privés oeuvrant à la transition énergétique du territoire ;
- Définir une stratégie de développement de production d'énergie renouvelable et fixer une feuille de route opérationnelle.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022, l'aide régionale pour

l'aide à la réalisation des schémas directeurs de réseau de chaleur et de froid :
 - jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

Localisation géographique :

- CESSON
- COMBS-LA-VILLE
- LIEUSAIN
- MOISSY-CRAMAYEL
- NANDY
- REAU
- SAVIGNY-LE-TEMPLE
- VERT-SAINT-DENIS
- BONDOUFLE
- (EX) COURCOURONNES
- LISSES
- RIS-ORANGIS
- MORSANG-SUR-SEINE
- SAINT-PIERRE-DU-PERRAY
- SAINTRY-SUR-SEINE
- TIGERY
- CORBEIL-ESSONNES
- LE COUDRAY-MONTCEAUX
- ETIOLLES
- SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL
- SOISY-SUR-SEINE
- GRIGNY
- VILLABE
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etat des lieux	42 018,00	45,63%
Potentiel opérationnel	33 612,00	36,50%
Définition du plan d'action	9 749,00	10,59%
Définition d'une stratégie territoriale	3 788,00	4,11%
Rapport global	2 925,00	3,18%
Total	92 092,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	46 046,00	50,00%
Fonds propres	46 046,00	50,00%
Total	92 092,00	100,00%

Annexe n° 5 : Fiches projets énergies renouvelables avec co-financement de l'ADEME

DOSSIER N° EX062482 - AAP chaleur renouvelable - Récupération de chaleur sur eaux usées - DCPA - Paris 10ème

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	2 045 000,00 € HT	5,48 %	112 000,00 €
	Montant total de la subvention		112 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLE DE PARIS
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Ariel WEIL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : récupération de chaleur sur eaux usées sur le site de la Grange aux Belles.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La collectivité a contacté la Région et déposé son dossier en amont du démarrage des travaux.

L'évolution du projet n'a permis une finalisation de l'instruction qu'en début janvier 2022, date à laquelle le projet a été présenté à la commission d'aides de l'ADEME.

Description :

Le projet consiste en l'installation d'un système de récupération de chaleur sur les eaux usées circulant dans le collecteur dénommé "collecteur du Nord", à proximité de la place du Colonel Fabien et de répartir l'énergie récupérée (environ 560 MWh/an) au moyen d'une boucle locale de chaleur cheminant dans les galeries d'assainissement du secteur sur 4 établissements :

- collège de la Grange aux Belles sis 158 quai de Jemmapes : 6 500 m² ;
- centre sportif de la Grange aux Belles sis 16, rue Georg Friedrich Haendel : 2 630 m² ;
- école sise 5, rue Boy-Zelenski : 1 970 m² ;
- école sise 28, rue des Écluses-Saint Martin : 1 300 m².

Des pompes à chaleur dans chaque équipement permettront de réinjecter ces calories (environ 845 MWh/an) dans les installations de chauffage existantes. Cela permettra de chauffer 50 % de ces établissements, le reste étant assuré par le chauffage urbain raccordé.

Cette opération s'inscrit dans les objectifs du Plan Climat de Paris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au RI adopté par délibération n° CP2022-026 du 28 janvier 2022 :

- Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 €.

Localisation géographique :

 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie, conception, gestion de suivi	170 000,00	8,31%
Equipements de production	585 000,00	28,61%
Equipements de captage	535 000,00	26,16%
Autres dépenses de chaufferie et entretien	320 000,00	15,65%
Voirie, tranchées	50 000,00	2,44%
Distribution hydraulique	200 000,00	9,78%
Travaux spécifiques, MOE, bureau de contrôle, entretien	185 000,00	9,05%
Total	2 045 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 821 000,00	89,05%
Région Île-de-France	112 000,00	5,48%
Subvention ADEME (sollicitée)	112 000,00	5,48%
Total	2 045 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062402 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - Schéma directeur des énergies - Communauté d'agglomération Roissy Pays de France

Dispositif : Stratégie Energie Climat - Aides aux études (n° 00001147)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie Climat - Aides aux études	110 096,00 € HT	35,00 %	38 530,00 €
Montant total de la subvention			38 530,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CARPF COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE
FRANCE

Adresse administrative : 6 BIS AVENUE CHARLES DE GAULLE
95700 ROISSY EN FRANCE

Statut Juridique : Etablissement Public de Coopération Intercommunautaire

Représentant : Monsieur Pascal DOLL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : élaboration d'un schéma directeur des énergies de la communauté d'agglomération de Roissy Pays de France.

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 1 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé sur la plateforme régionale le 3 décembre 2021. Il y a nécessité de commencer l'étude en février afin de réaliser un plan d'action pour l'année 2024.

Description :

L'objectif de ce schéma directeur des énergies territorial (SDET) sera dans un premier temps de réaliser un outil cartographique comportant un état des lieux énergétique du territoire, ses potentiels (réduction de consommation, évolutions des réseaux et capacité de production d'EnR) et les différents scénarios d'évolution possibles. Cet outil sera développé à plusieurs échelles : maille IRIS (ilots regroupés pour l'Information statistiques. C'est une zone infra communale de 2000 habitants), commune et sur le territoire.

Enfin, un plan d'action sera mis en place afin de recenser les points nécessaires à la bonne réalisation des objectifs définis et d'identifier les acteurs territoriaux en capacité de participer aux projets.

Pour alimenter le SDET, il sera de plus réalisé :

- un état des lieux des compétences, enjeux et acteurs autour de la mobilité décarbonée. Cela permettra la mise en place d'une synthèse de perspectives de cette thématique ;

- un état des lieux des compétences, enjeux et acteurs autour des réseaux de chaleur.


Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation des schémas directeurs des énergies :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

Localisation géographique :

 ROISSY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Forfait SDET	59 658,00	54,19%
Outil, gestion et animation SDE	26 044,00	23,66%
Modélisation énergétique du territoire	6 026,00	5,47%
Schéma directeur réseau de chaleur	18 368,00	16,68%
Total	110 096,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	38 530,00	35,00%
Subvention ADEME (sollicitée)	38 530,00	35,00%
Fonds propres	33 036,00	30,01%
Total	110 096,00	100,00%

DOSSIER N° EX062549 - AAP chaleur renouvelable - Géothermie sur sondes - Commune de Vicq

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2022-026 du 28/01/2022

Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	471 029,00 € HT	13,68 %	64 440,00 €
	Montant total de la subvention		64 440,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VICQ
Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE
78490 VICQ
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard JACQUES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement d'une chaudière fioul par de la géothermie sur sondes.

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 1 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de commencer les travaux en février afin que l'installation soit opérationnelle au début de la période de chauffe.

Description :

Il s'agit d'un projet s'inscrivant dans la réhabilitation thermique du musée des arts naïfs.

La solution technique mise en place est le remplacement de la chaudière fioul par une pompe à chaleur alimentée par 20 sondes géothermiques de 150 mètres de profondeur chacune.

Cette installation permettra d'assurer 100 % des besoins de chauffage du bâtiment en valorisant 161 MWh d'énergie renouvelable.

Cette solution permettra d'éviter les émissions de 60 tonnes de CO2 par an.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 :

- Aide régionale jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 €.

Le calcul de l'aide repose sur le ratio d'aides publiques de 40 €/MWh/an sur 20 ans, garantissant un prix de vente de la chaleur acceptable.

Localisation géographique :

 VICQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement de production de chauffage	102 769,00	21,82%
Equipement de captage géothermique (forage, sondes, pompes...)	335 660,00	71,26%
Maitrise d'oeuvre	32 600,00	6,92%
Total	471 029,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	64 440,00	13,68%
Subvention ADEME (sollicitée)	64 440,00	13,68%
Fonds propres	342 149,00	72,64%
Total	471 029,00	100,00%

Annexe n° 6 :Projet Nouveau RI Fonds air-bois renouvellement chauffage

REGLEMENT D'INTERVENTION DU DISPOSITIF « FONDS AIR-BOIS ET RENOUELEMENT DES CHAUFFAGES AU FUEL, AU BOIS OU AU CHARBON »

a. Objectif

L'objectif de cette démarche est de lutter contre la pollution de l'air liée au chauffage. Ainsi, le dispositif vise à subventionner le remplacement d'appareils polluants par des équipements moins émissifs. Il participe également à diffuser des informations afin que ces équipements soient utilisés dans les meilleures conditions pour limiter les émissions polluantes.

b. Conditions d'éligibilité

- L'aide intervient en remboursement des dépenses réalisées sur facture.
- Les aides régionales sont octroyées dans la limite des montants ouverts à ce dispositif au budget de l'ADEME et de la Région (affectées par la commission permanente).

Bénéficiaires éligibles

Pour être éligibles à ce fonds régional, les particuliers doivent être propriétaire et occupant du logement et la résidence concernée par la réalisation des travaux doit remplir les conditions suivantes :

- résidence principale achevée depuis plus de 2 ans.
- résidence située en Île-de-France.

Restrictions particulières

Un même bénéficiaire ne peut recevoir qu'une aide par résidence au titre de ce dispositif.

Cette aide n'est pas cumulable avec des aides régionales attribuées au titre d'autres dispositifs portant sur le même projet. Cette aide est cumulable avec les dispositifs nationaux et le cas échéant avec les autres dispositifs locaux ayant le même objet, sous réserve des règles de non-cumul prévues par ces dispositifs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les règles en vigueur concernant le non-cumul éventuel entre dispositifs.

Investissements éligibles

Équipement à remplacer

Le dispositif concerne le remplacement des anciens équipements de chauffage suivants ⁽¹⁾, qu'ils soient à usage principal ou d'appoint :

- chaudière ou équipement de chauffage individuel utilisable avec du bois ou du charbon, datant d'avant 2002 ;
- chaudière individuelle au fuel sans condition d'âge.

Le remplacement de tout autre type d'équipement ne permet pas de bénéficier de cette

¹ A noter que si un ancien équipement n'est pas autorisé compte tenu des interdictions en vigueur en Île-de-France (arrêté inter-préfectoral n° IDF-2018-01-31-007 du 31 janvier 2018) son remplacement ne peut être aidé dans le cadre de ce dispositif.

aide. Ainsi, les foyers ouverts, les équipements utilisés pour le chauffage d'agrément ou les équipements mobiles ne sont pas éligibles.

Acquisition d'un nouvel équipement

Le dispositif est réservé aux seuls projets mettant en place les équipements suivants :

- chauffage et/ou production d'eau chaude sanitaire fonctionnant à l'énergie solaire thermique ;
- pompes à chaleur autres que air/air dont la finalité essentielle est la production de chaleur ou d'eau chaude sanitaire ;
- chauffe-eau thermodynamique équipé d'une pompe à chaleur ;
- systèmes hybrides associant les équipements ci-dessus et l'énergie électrique.

Enfin la mise en place d'un équipement de chauffage-bois performant ⁽²⁾ sera éligible à ce dispositif si et seulement si les deux conditions suivantes sont respectées :

- l'ancien appareil (datant d'avant 2002) qui est remplacé ⁽³⁾ est un équipement de chauffage au bois utilisé en usage principal,
- et le remplacement par les équipements listés dans le paragraphe ci-dessus n'est pas possible pour des raisons techniques et/ou de coût ⁽⁴⁾,

Les autres types d'équipements sont exclus du dispositif.

Faire installer le nouvel appareil par un professionnel RGE

Afin de garantir que l'installation de l'équipement soit réalisée par un professionnel compétent, l'installateur devra être labellisé RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Date de la demande d'aide

Afin de garantir l'effet de levier de l'aide, la demande d'aide doit intervenir au plus tard dans les trois mois suivant l'achat de l'équipement. C'est la date de la facture acquittée qui fait foi. Ne sont éligibles que les dépenses engagées postérieurement à l'entrée en vigueur du dispositif.

S'engager à faire détruire l'ancien appareil

Dans l'objectif de ne pas réemployer les anciens appareils, lors du dépôt du dossier de demande d'aide, une preuve d'élimination de l'ancien équipement sera demandée : certificat d'enlèvement de l'ancien appareil remis par l'entreprise RGE (CERFA 14012-01) ou certificat de prise en charge par une déchèterie.

² Équipement de chauffage au bois « performants » tel que définis par l'ADEME dans le cadre de la mise en œuvre des décisions sur le sujet prises au niveau national ou dans le cadre d'arrêtés préfectoraux. Ces précisions seront apportées sur le site internet dédié au dispositif.

³ Le territoire de Paris est soumis à une réglementation spécifique sur l'utilisation du chauffage individuel au bois qui, en l'état, ne permet pas aux parisiens de bénéficier des dispositions du présent article de ce dispositif. Pour la disposition du règlement figurant dans ce paragraphe, des restrictions à l'éligibilité de certains types de projets peuvent être décidées par l'ADEME ou les services de l'Etat.

⁴ Lors du dépôt du dossier de demande, il devra être déclaré sur l'honneur que cette disposition du règlement est bien respectée. Il est recommandé, avant de démarrer le projet, de demander des devis aux professionnels compétents afin d'avoir des éléments précis techniques et sur les coûts justifiant ce choix.

c. Montant de l'aide

Le montant de l'aide accordée au titre du présent dispositif s'élève à 1000 € par équipement remplacé. Cette aide pourra être bonifiée par l'ADEME dans tout ou partie de la région et/ou pour certains types de projets éligibles.

Le plafond de 90 % d'aides publiques pour les dépenses engagées par le particulier ne pourra pas être dépassé.

d. Instruction

Le dépôt des dossiers de demandes d'aide est effectué dans les conditions indiquées sur le site internet dédié au dispositif.

Le dossier de demande d'aide comporte :

- un justificatif de domicile permettant de vérifier que le logement concerné est la résidence principale (copie de la dernière taxe foncière ou acte notarié de propriété en cas d'acquisition récente) ;
- un relevé d'identité bancaire, où figure le nom du demandeur ainsi que l'adresse du logement concerné par le projet ;
- une facture d'achat de l'ancien appareil de chauffage qui a été remplacé (à défaut, une photographie doit être fournie) ;
- le certificat d'enlèvement de l'ancien appareil remis par l'entreprise RGE (CERFA 14012-01) ou le certificat de prise en charge par une déchèterie ;
- la facture acquittée des travaux réalisés par l'entreprise RGE indiquant le type de nouvel équipement installé ;

Les informations sur le projet sont renseignées dans la plateforme de dépôt des dossiers. Le bénéficiaire certifie sur l'honneur respecter les dispositions du règlement du dispositif au moment du dépôt de sa demande de subvention.

L'instruction des dossiers est réalisée par l'agence de services et de paiement.

Caducité et annulation de l'aide

Tout justificatif demandé par le service instructeur de l'aide est fourni dans un délai de trois mois, à compter de sa demande, sous peine de caducité de l'aide et donc d'annulation de l'aide. En l'absence de réponse au terme de ce délai, la demande peut être clôturée par le service instructeur.

Clause éthique

Le bénéficiaire de ce dispositif s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public.

En cas de manquement constaté en matière de probité au regard de toute donnée accessible (voie de presse, etc.), les financeurs de la démarche (ADEME et Région) se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Annexe n° 7 : Avenant Convention fonds air-bois- renouvellement chauffage

**Avenant n°1 à la
convention de mandat relative à la gestion du Fonds air-bois pour le compte de la Région
Ile de France et de l'ADEME**

Convention

ENTRE

1. **La région Île-de-France** représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**, dont le siège social est situé au 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Ci-après dénommée « la **Région** »,

ET

2. **L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie**, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, ayant son siège social au 20 Avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 ANGERS Cedex 01 et inscrite au registre du commerce d'ANGERS sous le n° 385 290 309 représentée par son Président, Monsieur Arnaud LEROY

Ci-après dénommée « l'**ADEME** »,

ET

3. **L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT**, établissement public national à caractère administratif, dont le siège social est situé 2, rue du Maupas, 87000 LIMOGES Cedex 1, SIRET n° 130 006 372 00010, représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Stéphane LE MOING

Ci-après dénommée « l'**ASP** »

Vu la convention de mandat relative à la gestion du Fonds air-bois pour le compte de la Région Ile de France et de l'ADEME signée le 29 juillet 2019 faisant l'objet des avis conformes des agents comptable concernés.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a notamment pour objet :

- La modification du préambule
- La prise en compte de la nouvelle dénomination de l'aide et du nouveau règlement dans les termes de la convention
- La modification de la durée de la convention
- La modification du périmètre d'intervention et des missions et contrôles de l'ASP

- Les précisions sur la médiation
- L'actualisation des dispositions financières et l'ajout de nouveaux tarifs
- L'actualisation de l'article concernant la protection des données à caractère personnel
- L'actualisation des annexes

Article 1 : Préambule

Le préambule de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans le cadre du fonds air-bois régional, depuis juillet 2019, l'ADEME et la Région ont soutenu, en partenariat, les Franciliens qui ont remplacé leur ancien équipement de chauffage individuel, au bois, à usage principal, par des équipements moins émetteurs de polluants atmosphériques et notamment de particules. Ce partenariat dans le cadre de cette convention a permis de confier à l'ASP la gestion des demandes d'aides déposées avant le 1er octobre 2021 dans le cadre du dispositif d'intervention « fonds air-bois ».

Le chauffage résidentiel constitue une source importante d'émission de gaz à effet de serre et les pouvoirs publics ont décidé d'interdire l'installation et le remplacement de chaudières au fuel et au charbon. En outre, la combustion du bois à usage énergétique est la première source de particules en Île-de-France.

Afin d'aider les Franciliens à convertir leur installation de chauffage, la Région a décidé le 21 juillet 2021 (CR 2021-049) de les soutenir en mettant en place une aide de 1 000 euros pour ceux qui abandonneraient leur chauffage au fuel, au charbon ou au bois au profit d'un chauffage plus vertueux et moins émissif ⁽¹⁾.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de réduction des émissions de particules fines du chauffage au bois domestique, l'ADEME a proposé à la Région la poursuite de la démarche fonds air-bois en la faisant évoluer afin de répondre à l'objectif régional de permettre également l'acquisition des chauffages plus vertueux et moins émissifs tels que définis ci-dessus.

La qualité de l'air est un enjeu majeur prioritaire pour la santé des Franciliens et l'environnement. Aussi, la région Île-de-France et l'ADEME décident dans le cadre de cette démarche d'agir ensemble pour améliorer la situation. Cet avenant permet à l'ASP de gérer pour le compte de l'ADEME et de la Région les demandes d'aides des Franciliens dans le cadre du dispositif « fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon » adopté par délibération de la commission permanente de la Région n° CP 2022-085 du 23 mars 2022. »

Article 3: Nouvelle dénomination des aides

Les termes : « fonds air-bois » sont remplacés par : « fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon » dans le titre de la convention,

Les termes « fonds air-bois » sont remplacés par les termes « des dispositifs 'fonds air-bois' et 'fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon' dans l'article 1 « objet de la convention » et dans l'article 5.2 « reddition des comptes ».

1

- chauffage et/ou production d'eau chaude sanitaire fonctionnant à l'énergie solaire thermique ;
- pompes à chaleur autres que air/air dont la finalité essentielle est la production de chaleur ou d'eau chaude sanitaire ;
- chauffe-eau thermodynamique équipé d'une pompe à chaleur ;
- systèmes hybrides associant les équipements ci-dessus et l'énergie électrique.

Article 4: Durée de la convention

L'alinéa 1^{er} de l'article 2 « durée » de la convention initiale est annulé et remplacé par la disposition suivante :

« La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et est conclue jusqu'au 31 décembre 2027 pour la prise en charge des dossiers d'aide des bénéficiaires : à ce titre ne seront traités que les dossiers dont la demande d'aide est déposée entre ces 2 dates ».

Article 5 : Périmètre d'intervention de l'ASP et missions confiées à l'ASP

Pour les demandes reçues à compter de l'entrée en vigueur de cet avenant, il est proposé une simplification de la gestion du dispositif grâce notamment au nouveau règlement d'intervention et à l'instruction effectuée directement par l'ASP sur la plateforme dédiée "Mes démarches".

La sous-partie « gestion du dispositif » de l'article 3.1, est annulée et remplacée par :

« Gestion des dispositifs :

Pour les demandes relevant du dispositif en vigueur avant le 1 ^{er} octobre 2021	Pour les demandes relevant du nouveau dispositif « fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon ».
🏠 Réception et instruction des demandes d'aide	
🏠 Calcul du montant des aides et préparation des décisions d'attribution pour le compte de la Région et de l'ADEME	🏠 Calcul du montant des aides et notification simultanément de la décision d'attribution pour le compte de la Région et de l'ADEME »
🏠 Notification des décisions d'attribution d'aide	
🏠 Réception et instruction des demandes de paiement	
🏠 Paiement et recouvrement des aides	
🏠 Contrôles du comptable conformément à l'arrêté du 29 janvier 2015	
🏠 Assistance auprès des bénéficiaires	

»

Article 6 : Description des contrôles opérés par l'ASP

L'article 3.2 est également modifié afin de permettre de simplifier les opérations réalisées par l'ASP pour l'instruction et le paiement par l'ASP des demandes relevant du nouveau dispositif. Il n'y a pas de changements dans les opérations par l'ASP pour les Demandes relevant de l'ancien dispositif dont l'instruction ou le paiement sont encore en cours.

Après la phrase, « L'ASP ne réalisera aucune vérification sur place de la conformité des investissements financés. », il est ajouté un sous-titre :

- « Dispositions concernant l'instruction et le paiement des demandes relevant du dispositif en vigueur avant le 1^{er} octobre 2021 ».

Avant la phrase « Les résultats des contrôles opérés sont transmis dans le cadre des restitutions prévues à l'article 6. », il est ajouté le texte suivant :

- « Dispositions concernant l'instruction et le paiement des demandes relevant du nouveau dispositif « fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon ».

Les demandeurs déposent leur dossier de demande d'aide sur la plateforme régionale dédiée « Mes Démarches ».

La Région, valide les tiers dans « Mes Démarches » pour chacun de ces dossiers, soit automatiquement soit par une intervention environ tous les trois jours ouvrés.

L'ASP peut ensuite se connecter sur la plateforme « Mes démarches » pour instruire directement sur cette plateforme les dossiers concernés.

Les échanges avec les demandeurs se font exclusivement par mail, les échanges téléphoniques resteront occasionnels. Il n'est pas prévu de transmissions de documents par voie postale.

Chaque courrier (notification, refus, etc.) fait l'objet d'un modèle type approuvé par la Région et signé par l'ASP.

À compter de la date de dépôt, l'ASP instruit les dossiers **dans un délai de deux semaines**.

L'ASP vérifie l'éligibilité de la demande au regard du règlement d'intervention en vigueur à la date de dépôt de la demande, des déclarations du demandeur et des pièces justificatives transmises. Si besoin, elle effectue une demande de pièce complémentaire au demandeur.

Les vérifications portent sur les points suivants :

- La présence et la conformité des documents ;
- La cohérence entre le contenu des justificatifs et des déclarations dans le formulaire de demande.

Critères d'éligibilité	Points de contrôles	Pièces justificatives correspondantes
Eligibilité du demandeur	Résider sur une commune éligible Etre propriétaire de sa résidence principale achevée depuis plus de 2 ans	Justificatif de domicile permettant de vérifier que le logement concerné est la résidence principale . et Déclaration sur l'honneur et cohérence avec l'adresse indiquée sur la facture.
Eligibilité du projet	Remplacement d'un foyer fermé datant d'avant 2002	Photo ou factures d'achat Et engagement sur l'honneur en l'absence de factures
	Remplacement d'un foyer utilisé pour chauffer à titre principal	Engagement sur l'honneur
	Remplacement par un équipement éligible au dispositif	Engagement sur l'honneur et contrôle de cohérence avec : - la facture, - le référentiel ADEME pour les chauffages au bois performants
	Remplacement réalisé par une entreprise certifié RGE	Engagement sur l'honneur et cohérence avec la facture

	Qualibois ou équivalent en cours de validité	
	La demande d'aide doit intervenir après l'entrée en vigueur de cet avenant et au plus tard dans les trois mois suivant l'achat de l'équipement (date de facture acquittée faisant foi).	Vérification de la date de la facture acquittée qui fait foi.
	Destruction de l'ancien équipement	Cohérence du certificat d'enlèvement de l'ancien appareil remis par l'entreprise RGE (CERFA 14012-01) ou du certificat de prise en charge par une déchèterie
Restrictions particulières figurant dans le règlement	Un même bénéficiaire ne peut recevoir qu'une aide par résidence au titre de ce dispositif. Engagement du bénéficiaire à respecter les règles en vigueur concernant le non-cumul éventuel entre dispositifs.	Engagement sur l'honneur et contrôle de cohérence avec le justificatif de domicile, la facture acquittée et les informations disponibles dans Mes démarches.
Montant de l'aide	Calcul de l'aide	L'ASP détermine le montant de l'aide au regard du règlement d'intervention. Au vu de la commune d'habitation, du type de matériel remplacé et acquis. Cohérence avec la facture acquittée des travaux
	Respect du taux maximum d'aide de 90 % des dépenses acquittées	Engagement sur l'honneur et cohérence avec la facture acquittée

Pour les dossiers éligibles :

- L'ASP prévient le demandeur de la recevabilité de sa demande.

Pour les dossiers non éligibles :

- L'ASP prévient le demandeur de l'irrecevabilité de sa demande.

Les résultats des contrôles opérés sont transmis dans le cadre des restitutions prévues à l'article 6. »

Article 7 : Médiation

Il est ajouté un article 3-3 « **Réception et traitement des recours et litiges par la médiation de la Région** » ainsi rédigé :

« En cas de litiges à la suite d'une décision prise dans le cadre de l'instruction des dossiers concernés par la présente convention, la médiation de la Région peut être saisie. La médiation de

la Région est en lien avec l'ASP et l'ADEME.

Les modalités de saisie de cette médiation sont diffusées sur le site dédié à la gestion du dispositif. »

Article 8 : Dispositions financières

Dans l'article 5.1, la sous-partie « Montant du budget d'intervention » est remplacée par les dispositions suivantes :

« Le fonds air-bois a été doté en 2019 d'un budget de 2,7 millions pour l'ADEME. La Région a apporté à l'ASP un financement suffisant, sur la base d'un apport de 1 500 € complémentaire à l'apport de l'ADEME, afin de financer les demandes éligibles au règlement du dispositif fonds air-bois régional en vigueur avant le 1^{er} octobre 2021.

La Région et l'ADEME informent l'ASP des montants annuels des budgets prévus pour le dispositif « fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon » et des modifications éventuelles en cours d'année sur les montants des aides et la répartition entre financeurs. Ces montants correspondent à une enveloppe globale non fléchée, que ce soit selon le type de solutions de remplacement ou selon la localisation géographique.

Les aides attribuées au titre du dispositif « fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon » sont financées selon la répartition suivante :

	Financement ADEME (bonus compris)	Financement Région	Montant total de l'aide (avec Bonus ADEME)
Remplacement d'un ancien équipement de chauffage individuel principal utilisable avec du bois ou du charbon par un chauffage au bois performant éligible dans un logement situé dans une commune en dehors de la ZAG Paris*,	900 €	100 €	1 000 €
Remplacement d'un ancien équipement de chauffage individuel principal utilisable avec du bois ou du charbon par un chauffage au bois performant éligible dans un logement situé dans une commune de la ZAG Paris*, à l'exception de Paris	1 400 € (900 € + bonus de 500 €)	100 €	1 500 €
Remplacement d'un ancien équipement de chauffage individuel principal utilisable avec du bois ou du charbon par un équipement qui n'est pas chauffage au bois dans un logement situé dans une commune de la ZAG Paris*, à l'exception de Paris	600 € (100 € + bonus de 500 €)	900 €	1 500 €
Autre type de remplacement d'équipement de chauffage	100 €	900 €	1 000 €

éligible au dispositif « fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon ».			
--	--	--	--

(*) ZAG Paris : « zones à risques - agglomération » telle que définie par l'arrêté du 26 décembre 2016 relatif au découpage des régions en zones administratives de surveillance de la qualité de l'air ambiant ; et dont les communes sont listées dans l'annexe II. (source [legifrance](#))

Rappel : carte de la zone dite « sensible » juridiquement nommée «ZAG Paris ».

A noter qu'à compter de la date d'entrée en vigueur de cet avenant les engagements financiers de l'ADEME et les affectations de la Région concerneront, sur la base de la répartition du tableau ci-dessus, toutes les demandes éligibles au titre du nouveau dispositif « fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon ». Il y a un plafond au niveau de l'enveloppe globale pour chaque financeur mais pas de plafond plus restrictif ciblant certains types de projets ou une zone géographique plus restreinte que l'Île-de-France.

Pour les demandes relevant du dispositif « fonds air-bois » en vigueur avant le 1er octobre 2021, la répartition des financements reste pour chaque demande de 500 € par l'ADEME et de 500 € par la Région (avec la possibilité d'obtenir un bonus régional de parrainage de 1 500 €) ».

Article 9 : Frais de gestion

L'article 5.3 est modifié ainsi qu'il suit :

Après le titre « Dossier faisant l'objet d'une aide cofinancée Région/ADEME », le sous-titre suivant est ajouté : «

- Demandes relevant du dispositif en vigueur avant le 1er octobre 2021 ».

Avant la phrase « Dans le respect des conditions prévues par l'article 1^{er} du décret n°2016-1478 les factures sont transmises dans les conditions suivantes », il est ajouté le texte suivant : «

- Demandes relevant du nouveau dispositif « « fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon ».

Unité d'œuvre	Coût unitaire HT	part Région (HT)	part ADEME (HT)	Rythme de facturation
Forfait de mise en œuvre et d'ingénierie	9 000 €	4 500 €	4 500 €	Facturé la 1 ^{er} année
Instruction d'un dossier de demande d'aide	24,44 €	12,22 €	12,22 €	Trimestre
Traitement d'une demande de pièces complémentaire	11,20 €	5,60 €	5,60 €	Trimestre

Paielement, par aide versée	15,00 €	7,50 €	7,50 €	Trimestre
-----------------------------	---------	--------	--------	-----------

Article 10 : Actualisation de l'article lié à la protection des données à caractère personnel

Le dernier alinéa de l'article 8 de la convention est remplacé par le texte suivant :

« Dans le cadre de ce traitement, l'ASP agit en qualité de sous-traitant des donneurs d'ordre précités conformément au Règlement général européen sur la protection des données n° 2016/679 et à la loi modifiée n° 78-17 du 6 janvier 1978. Dans ce cadre, la Région Ile-de-France et l'ADEME sont qualifiés de Responsables de traitement 'conjointes'. L'annexe 5 à la convention précise comment la protection des données à caractère personnel est traitée dans le cadre de la mise en œuvre de cette convention. »

L'annexe à cet avenant devient l'annexe 5 à la convention.

Article 11 : Annexes

Le texte suivant annule et remplace le contenu de l'article 13 «

Annexe 1 : Règlements d'interventions et modalités de gestion

Annexe 2 : Modèle d'appel de fonds Région

Annexe 3 : Modèle d'appel de fonds ADEME

Annexe 4 : Modèle-Compte d'emploi

Annexe 5 : Précisions sur la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la mise en œuvre de cette convention

Il est précisé que les modèles d'appels de fonds en annexe sont indicatifs et qu'ils seront adaptés aux dispositifs qui seront concernés par l'appel de fonds effectué.

»

Article 12 : annexe 1 chapitre I règlements d'interventions

Le titre de l'annexe 1 devient « Règlements d'interventions et modalités de gestion »

Le titre du chapitre I devient « REGLEMENTS D'INTERVENTION ».

A la suite de ce titre, il est ajouté un sous-titre

- « Règlement d'intervention du dispositif d'intervention « fonds air-bois » qui concerne les demandes déposées avant le 1er octobre 2021 ».

Après la phrase « L'ASP procède au versement en une seule fois, sur production par le bénéficiaire des pièces suivantes transmises à l'ASP, qui procède à la vérification/conformité du matériel acheté. » il est ajouté un sous-titre « Règlement d'intervention du dispositif « fonds air-bois et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon » suivi du règlement d'intervention de ce nouveau dispositif adopté par délibération n° CP 2022-085 du 23 mars 2022 .

Article 13 : annexe 1 chapitre II Modalités de gestion par l'ASP

Ce chapitre 2 est également modifié afin de préciser les simplifications des opérations réalisées par l'ASP pour les demandes relevant du nouveau dispositif.

Le II de l'annexe 1 est modifié ainsi qu'il suit :

1° Le premier alinéa du a) est remplacé par les dispositions suivantes :

« La gestion du versement des aides dans le cadre des dispositifs fonds air-bois et du nouveau dispositif de renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon est réalisée par l'ASP. » ;

2° Dans le deuxième alinéa du a) les termes « Le financement de l'ADEME est quant à lui priorisé pour la zone sensible » sont remplacés par « Le financement de l'ADEME pour le fonds air-bois est quant à lui priorisé pour la zone sensible »

3° Dans le b), après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ce site internet régional est utilisé par l'ASP pour recevoir les demandes de subvention relevant du dispositif fonds air-bois et pour recevoir et instruire celles du dispositif de renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon » ;

4° Dans le deuxième alinéa du c), les termes : « équipements 7* ou équivalent » sont remplacés par : « équipement de substitution », les termes : « la prime Air-Bois » sont remplacés par : « l'aide » et la phrase : « Le bénéficiaire peut désormais acheter son équipement » est supprimée.

5° Le troisième alinéa du d) est remplacé par les dispositions suivantes : « Ces fichiers, sous format Excel, reprennent l'ensemble des éléments dont les aides versées, sera fourni à la Région et à l'ADEME chaque mois. Ils comportent un récapitulatif permettant d'avoir des indicateurs globaux sur le déploiement du Fonds air-bois et du dispositif fonds air-bois et de renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon (sur le mois écoulé et depuis le démarrage) avec notamment le nombre total de dossiers traités favorablement, montants total engagés, le nombre de dossiers rejetés, le coût moyen des équipements aidés, le délai moyen de traitement des dossiers éligibles, le délai moyen de traitement des demandes de pièces complémentaires... »

Article 14 :

Toutes les autres dispositions de la convention, non modifiées par le présent avenant, et non contraires aux stipulations de celui-ci, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Article 15 :

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

Fait en trois exemplaires originaux, à _____, le _____

Pour la Région
Valérie Péresse
Présidente

Pour l'ADEME
Arnaud Leroy
Président

Pour l'ASP

Stéphane Le Moing

Président directeur général

Annexe à l'avenant–Annexe n° 5 à la convention portant- précisions sur la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la mise en œuvre de cette convention

1. Objet

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France (ci-après, « la Région ») et l'ADEME (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints » et sont dénommés ensemble les « Responsables conjoints ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution du présent contrat, les Responsables conjoints déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent contrat.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Responsables conjoints dans le cadre du Fonds Air-Bois et de définir leurs responsabilités concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

2. Obligations respectives des responsables conjoints

2.1 Finalités du traitement

Les Responsables conjoints déterminent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir :

- L'instruction et le paiement des demandes d'aides dans le cadre du dispositif « Fonds Air-Bois » ;
- Le suivi statistique et le bilan du dispositif d'aides ;
- La communication institutionnelle des Responsables conjoints, notamment pour permettre l'information des bénéficiaires du Fonds Air-Bois sur des événements, actualités et dispositifs susceptibles de les intéresser.

2.2 Moyens du traitement

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

La Région et le Responsable Conjoint définissent conjointement les moyens du traitement suivants :

- Sous-traitance à l'ASP de l'instruction et le paiement des demandes d'aides (instructeurs, chef de service, comptable public, outils internes...) ;
- Utilisation du site régional Mes démarches, opéré par la Région, pour collecter les informations / la demande et pour effectuer l'instruction ;
- Outils de bureautique (de type suite Microsoft Office ou Adobe PDF) notamment pour la transmission des données entre Responsables conjoints.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

2.3 Données traitées

Données courantes

- ☐ Etat civil, identité, données d'identification, images
- ☐ Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)
- ☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- ☐ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscal, RIB, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)
- ☐ Autres, préciser :

Données sensibles ou à caractère hautement personnel

- ☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique
- ☐ Données révélant des opinions politiques
- ☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
- ☐ Données révélant l'appartenance syndicale
- ☐ Données génétiques
- ☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
- ☐ Données concernant la santé
- ☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
- ☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
- ☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

2.4 Catégories de personnes concernées

Les personnes concernées sont :

- ☐ Agents régionaux
- ☐ Mineurs
- ☐ Particuliers
- ☐ Autres, préciser :

2.5 Opérations de traitement et usages

Les Responsables conjoints peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :

- ☐ Collecte de données
- ☐ Enregistrement de données
- ☐ Organisation de données
- ☐ Structuration de données
- ☐ Conservation de données
- ☐ Adaptation ou modification de données
- ☐ Extraction de données
- ☐ Consultation de données
- ☐ Utilisation de données
- ☐ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- ☐ Rapprochement de données
- ☐ Interconnexion de données
- ☐ Limitation de données
- ☐ Effacement de données
- ☐ Destruction de données

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

3. Respect des obligations légales

3.1 Durée de conservation

La définition de la durée de conservation des données est confiée aux Responsables conjoints.

3.2 Information des personnes concernées

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par les Responsables conjoints.

3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les Responsables conjoints.

3.4 Droit à la limitation

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les Responsables conjoints.

3.5 Droit d'opposition

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par les Responsables conjoints.

3.6 Droit à la portabilité

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par les Responsables conjoints.

3.7 Mesures de sécurité

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par les Responsables conjoints.

Les Responsables conjoints sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

les Responsables conjoints ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région ou l'ADEME qui notifiera les changements à l'autre Responsable conjoint par tout moyen qu'il/elle estime approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

4. Coopération avec les autorités de contrôle

Les Responsables conjoints sont en charge des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'un des Responsables conjoints par l'autorité de

contrôle, ce dernier doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Responsable conjoint dès qu'il a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

5. Registre des activités de traitement

Chacun des Responsables conjoints s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

6. Violation de sécurité

Les Responsables conjoints sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les Responsables conjoints ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

La Région ou l'ADEME mettent en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par l'autre Responsable conjoint.

Chacun des Responsables conjoints doit aviser sans délai l'autre Responsable conjoint de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

7. Point de contact

Il appartient à chacun des Responsables conjoints de définir un point de contact en interne avec l'autre Responsable conjoint.

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

8. Collaboration

Les Responsables conjoints conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacun des Responsables conjoints s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Responsables conjoints s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

9. Communication des grandes lignes

Les Responsables conjoints définissent les conditions dans lesquelles les Responsables conjoints satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

Ces conditions sont les suivantes :

Par une mention d'information lors du dépôt du dossier par le demandeur, sur le site prévu à cet effet.

10. Garanties

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Responsables conjoints, chaque Responsable conjoint est garanti vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

Le Responsable conjoint défaillant devra réparer les dommages subis par l'autre.

11. Sous-traitance

Chacun des Responsables conjoints est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant. Le cas échéant, cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes au présent contrat s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues au présent contrat en matière de protection des données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données. La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par le sous-traitant.

12. Cas particulier de la sous-traitance à l'ASP

Les Responsables conjoints font appel à l'ASP, dénommée ci-après « Sous-traitant » pour la mise en œuvre d'une partie du Traitement objet du présent contrat.

Le Sous-traitant déclare être en conformité avec la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier au RGPD ainsi qu'aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

12.1 Objet

Le présent alinéa « Sous-traitance » a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte des Responsables conjoints les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

12.2 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le Sous-traitant est autorisé à effectuer pour le compte des Responsables de traitement conjoints les traitements de données à caractère personnel décrits ci-après :

Les finalités sont celles décrites en 2.1.

La nature des opérations réalisées sur les données dans le cadre de la sous-traitance à l'ASP est:

- ☐ Collecte de données
- ☐ Enregistrement de données
- ☐ Organisation de données
- ☐ Structuration de données
- ☐ Conservation de données
- ☐ Adaptation ou modification de données
- ☐ Extraction de données
- ☐ Consultation de données
- ☐ Utilisation de données
- ☐ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- ☐ Rapprochement de données
- ☐ Interconnexion de données
- ☐ Limitation de données
- ☐ Effacement de données
- ☐ Destruction de données

Les données à caractère personnel traitées sont décrites en 2.3. et 2.4

Pour l'exécution du présent contrat, les Responsables de traitement conjoints met à la disposition du Sous-traitant les informations nécessaires pour la réalisation des opérations de traitement.

Durée du traitement:

Les durées de conservation des données collectées dans le cadre de ce dispositif est de 4 ans à la fin de l'événement puis conservation en base intermédiaire pendant 10 ans en cas de réclamations ou litiges.

12.3 Formalités

Chacune des parties fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

12.4 Obligations du Sous-traitant vis-à-vis des Responsables conjoints

Le Sous-traitant s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- ne traiter les données que sur instruction documentée des Responsables conjoints , y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le Sous-traitant est soumis. Dans ce cas, le Sous-traitant informe les Responsables de traitement conjoints de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- informer immédiatement les Responsables conjoints si, selon lui, une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données ;
- garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent l'information et la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

Le Sous-traitant s'interdit de :

- divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données exploitées ;
- prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soit la forme et la finalité, tout ou partie des informations ou données contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies au cours de l'exécution des présentes.

12.5 Mesures techniques et organisationnelles de sécurité du traitement

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le Sous-traitant prend toutes les mesures techniques et organisationnelles requises afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le Sous-traitant s'engage à maintenir ses moyens au cours de l'exécution des présentes et à défaut, à en informer immédiatement les Responsables conjoints.

12.6 Sous-traitance des prestations du Sous-traitant

Le Sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « *le sous-traitant ultérieur* ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit les Responsables conjoints de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Les Responsables conjoints dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si les Responsables de traitement conjoints n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le Sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions des Responsables de traitement conjoints. Il appartient au

Sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant les Responsables conjoints de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

12.7 Exercice des droits des personnes

Dans toute la mesure du possible, le Sous-traitant aide les Responsables de traitement conjoints, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage), droit à donner des directives post-mortem sur le sort des données.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Sous-traitant des demandes d'exercice de droits, le Sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@iledefrance.fr.

12.8 Notification des violations de données à caractère personnel

Le Sous-traitant notifie aux Responsables de traitement conjoints toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a pris connaissance et sans retard indu par mail à l'adresse suivante : dpo@iledefrance.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre aux Responsables de traitement conjoints, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente dans les 72 heures après la prise de connaissance de la violation.

Lorsque les Responsables de traitement conjoints doit gérer une violation de données à caractère personnel qui concerne les traitements réalisés par le Sous-traitant, ce dernier aide les Responsables de traitement conjoints à respecter son obligation de notification à l'autorité de contrôle et de communication de la violation à la personne concernée lorsque la violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour ses droits et libertés.

12.9 Assistance du Sous-traitant

Le Sous-traitant s'engage selon les moyens et les informations dont il dispose ainsi qu'en fonction de la nature du traitement à fournir aux Responsables de traitement conjoints toute aide raisonnable qui lui serait nécessaire pour :

- la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ;
- la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

12.10 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel aux Responsables de traitement conjoints.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Sous-traitant, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel.

Une fois les données détruites, le Sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction auprès des

Responsables de traitement conjoints.

12.11 Délégué à la protection des données

Le Sous-traitant communique aux Responsables de traitement conjoints **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

12.12 Registre des catégories d'activités de traitement

Le Sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des Responsables de traitement conjoints comprenant :

- le nom et les coordonnées des Responsables conjoints pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte des Responsables conjoints ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

12.13 Documentation et gestion de la preuve

Le Sous-traitant met à la disposition des Responsables conjoints toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de toutes ses obligations prévues dans les présentes.

Cette documentation sera notamment constituée de tous les éléments permettant de démontrer que les traitements sont effectués conformément à une instruction des Responsables de traitement conjoints.

12.14 Audit

Le Sous-traitant permettra la réalisation d'audits, y compris des inspections, par les Responsables conjoints ou un autre auditeur qu'ils ont mandaté.

Le Sous-traitant s'engage à contribuer à la réalisation de ces audits.

Dans le cas où le Sous-traitant ferait l'objet d'une enquête ou d'une demande d'information par l'autorité de contrôle concernant tout traitement effectué pour le compte des Responsables conjoints, le Sous-traitant s'engage à en informer les Responsables conjoints au plus tard dans les 24 heures suivantes à la demande d'information de l'autorité de contrôle et à satisfaire cette enquête ou demande.

12.15 Obligations des Responsables conjoints vis-à-vis du Sous-traitant

Les Responsables conjoints s'engage à :

- fournir au Sous-traitant les données nécessaires à la mise en œuvre de ses obligations ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel de la part du Sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Sous-traitant.

**Annexe n° 8 : Avenant de transfert et fiche-projet
dossier n° 15003919**

**AVENANT N°1 À LA CONVENTION
N° 15003919
SDC 135 ROUTE DE LA REINE 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
– COPRO DURABLE 2015
TRANSFERT À IMMOBILIERE DE L'ORGE**

La Région Île-de-France, sise 2, rue Simone Veil, 93400 à Saint-Ouen-sur-Seine représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2022-085 du 23 mars 2022, ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

IMMOBILIERE DE L'ORGE, Société à Responsabilité Limitée, CENTRE COMMERCIAL DU CLOS, 9 AVENUE GILBERT FERGANT - 92220 LE PLESSIS-PATE, Siret n° 831730809 00033, représentée par Madame Laetitia TOULLIOU, Gérante ci-après dénommée « *IMMOBILIERE DE L'ORGE* »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement respectent les conditions du règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

La subvention fut attribuée initialement à COGESCO, syndic de copropriété de la résidence située 135 route de la Reine – 92100 BOULOGNE BILLANCOURT. COGESCO a perçu une partie du montant de la subvention. Depuis, il y a eu un changement de syndic au bénéfice d'IMMOBILIERE DE L'ORGE. Cet avenant permet à ce nouveau syndic de percevoir le solde de la subvention.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIVIT :

Article 1 :

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde de la subvention attribuée par délibération n° CP 15-713 du 8 octobre 2015 à COGESCO au profit d'IMMOBILIERE DE L'ORGE.

IMMOBILIERE DE L'ORGE s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de COGESCO à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention N° 15003919.

Article 2 :

Dans tous les articles de la convention n° 15003919, le terme « bénéficiaire » désigne IMMOBILIERE DE L'ORGE.

Article 3 :

Les versements sont à effectuer à :

Bénéficiaire : SDC 0620 135 RUE DE LA REINE - IMMOBILIERE DE L'ORGE – 9 AVENUE GILBERT FERGANT - 91220 LE PLESSIS PATE

Nom de la Banque : BRED

Code Banque : 10107 - Code Agence : 00118

N° de compte : 00852581532 - Clé RIB 32

Article 4 :

Les dispositions de la convention n°15003919 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Article 5 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 23 mars 2022.

Article 6 :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 7 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n° CP 2022-085 du 23 mars 2022 ainsi que le présent avenant de transfert.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Pour IMMOBILIERE DE L'ORGE,

Le

Pour la REGION ÎLE-DE-FRANCE,

La Gérante

Signature revêtue du cachet de l'organisme

La Présidente

Madame Valérie PECRESSE

P/ la présidente du conseil régional d'Île-de-France
et par délégation

Commission permanente du 8 octobre 2015 - CP15-713
Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP 2022-085

**DOSSIER N° 15003919 - SDC 135 ROUTE DE LA REINE 92100 BOULOGNE
BILLANCOURT – COPRO DURABLE 2015
CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE : IMMOBILIERE DE L'ORGE**

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)

Délibération Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700

Action : 475001053- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 733 750,00 € HT	11,54 %	200 000,00 €
Montant déjà versé			148 617,93 €
Solde de la subvention à verser			51 382,07 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE DE L'ORGE
Adresse administrative : CENTRE COMMERCIAL DU CLOS,
9 AVENUE GILBERT FERGANT
92220 LE PLESSIS-PATE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Laetitia TOULLIOU, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

A la suite du changement de syndic concernant la copropriété sise 135 Route de la Reine à BOULOGNE-BILLANCOURT, il s'agit de transférer au nouveau syndic, IMMOBILIERE DE L'ORGE, la possibilité de percevoir le solde de la subvention attribuée comme pour donner suite à sa demande de versement transmise aux services régionaux.

L'ancien syndic, COGESCO, a perçu un montant de 148 617,93 € sur un total de subvention de 200 000 €.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2016 - 1 février 2017

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

année de construction : 1958

nombre de bâtiments : 1

nombre de logements : 63 logements dont 9 chambres de service

nombre de lots : 157

surface (m²) : 4536

mode de chauffage actuel : gaz collectif

mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif

Cep ACTUEL : 233 KWH/M²/AN

CLASSE DPE : E
Cep PROJET : 101 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C

Localisation géographique :

 BOULOGNE-BILLANCOURT
Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Rénovation énergétique

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2015

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
dépenses travaux	1 387 000,00	80,00%	fonds propres	80 000,00	4,61%
honoraires études	346 750,00	20,00%	Région Ile de France	200 000,00	11,54%
Total	1 733 750,00	100,00 %	ADEME (estimé)	200 000,00	11,54%
			emprunts	1 253 750,00	72,31%
			Total	1 733 750,00	100,00%

Annexe n° 9 : Fiches projets modifiées

Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-433
Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 -CP2022-085

DOSSIER N° 21009729 - AAP chaleur renouvelable - Extension du réseau de chaleur du SIOM de Villejust / Courtaboeuf vers Villebon-sur-Yvette - Villebon-sur-Yvette

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2020-276 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700

Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	4 009 500,00 € HT	15,66 %	627 792,00 €
Montant total de la subvention			627 792,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIOM SYNDICAT MIXTE DES ORDURES
MENAGERES DE LA VALLEE DE
CHEVREUSE
Adresse administrative : CHEMIN DEPARTEMENTAL 118
91140 VILLEJUST
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : extension du réseau de chaleur du SIOM de Villejust / Courtaboeuf vers Villebon-sur-Yvette.

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2021 - 1 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet consiste en l'extension du réseau de chaleur de Villejust/Courtaboeuf vers la commune de Villebon-sur-Yvette. Il vise à raccorder 16 bâtiments du parc d'activité tertiaire de Mosaïc.
Ce projet représente 853 équivalents logements et une extension de réseau de 2 274 mètres linéaires.

Ce réseau est alimenté à 100% par l'usine d'incinération des ordures ménagères du SIOM (Syndicat Intercommunal des Ordures Ménagères), et cette extension permettra la valorisation de 8 500 MWh EnRR supplémentaire qui substitueront du gaz naturel.

Cela permettra d'éviter annuellement l'émission de 1 940 tonnes de CO2.

Ce réseau est exploité par Dalkia et financé par la Société Valmy Défense 28 dans le cadre d'une DSP.

Une subvention région avait été votée pour une étude de faisabilité au sujet d'un système de stockage

thermique en mars 2019.

A la suite d'une erreur matérielle, cette fiche-projet vise à modifier la base subventionnable qui est finalement assujettie à la TVA. Cette actualisation n'a pas d'incidence sur le montant de la subvention.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément à la délibération n° CP 2020-276 du 01/07/2020 :

- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30 % maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.

Localisation géographique :

 VILLEBON-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, génie civil, tranchée	1 464 149,00	36,52%
Distribution hydraulique	804 263,00	20,06%
Sous-stations	536 629,00	13,38%
MOE, AMO, bureau de contrôle	234 000,00	5,84%
Aménagement, voiries	418 976,00	10,45%
Travaux spécifiques	456 636,00	11,39%
Pompe de circulation primaire réseau	42 374,00	1,06%
Supervision télégestion	52 473,00	1,31%
Total	4 009 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ADEME (attribuée)	410 208,00	10,23%
Subvention Région (sollicitée)	627 792,00	15,66%
Frais de raccordement	1 194 000,00	29,78%
Participation SIOM	750 000,00	18,71%
Fonds propres Dalkia + SVD28	1 027 500,00	25,63%
Total	4 009 500,00	100,00%

DOSSIER N° 21010002 - AAP chaleur renouvelable - Extension du réseau de chaleur - Ville de Créteil - Créteil

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP 2020-276 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	4 373 000,00 € HT	6,61 %	289 200,00 €
Montant total de la subvention			289 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CRETEIL
Adresse administrative : PLACE SALVADOR ALLENDE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent CATHALA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : extension du réseau de chaleur de Créteil.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2021 - 1 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépôts de dossiers sont réalisés en année n-1 pour une instruction en année n, ce qui conduit à des dépôts de dossiers très en amont de leur instruction.

Description :

Cette fiche-projet vise à rectifier le montant de la base subventionnable qui était erroné dans la fiche-projet initiale.

Le projet consiste en l'extension du réseau de chaleur sur le quartier du Grand Colombier, l'hôpital Chenevier et plusieurs copropriétés.

Il permettra le raccordement au réseau de 1553 équivalent logements. Cela représente une extension du réseau de chaleur de 2315 mètres linéaires.

Cette extension permettra de mieux valoriser la chaleur provenant de l'usine de valorisation énergétique (UVE).

Cela correspond à une injection supplémentaire de chaleur renouvelable et de récupération de 16 842 MWh par an, avec un taux d'EnRR sur l'extension de 93 %.

Ce réseau de chaleur fait l'objet d'une DSP entre la ville et la SCUC (Société de Chauffage Urbain de

Créteil), filiale de Dalkia.

Ce réseau de chaleur a déjà fait l'objet d'une subvention de la Région en 2019 au sujet d'un autre raccordement entre l'UVE et le réseau (dossier n° EX045178).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au RI adopté par délibération n° CP 202-276 du 1^{er} juillet 2020 :

- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30 % maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.

Localisation géographique :

■ CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, génie civil, tranchée	2 015 000,00	46,08%
Pompe de circulation primaire réseau	540 000,00	12,35%
Distribution hydraulique	1 376 000,00	31,47%
Sous-stations	180 000,00	4,12%
MOE, bureau de contrôle	262 000,00	5,99%
Total	4 373 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 110 951,71	71,14%
CEE	683 648,29	15,63%
Subvention ADEME (sollicitée)	289 200,00	6,61%
Région Île-de-France	289 200,00	6,61%
Total	4 373 000,00	100,00%